

[Texte]

ment would be in a position, would be thinking about it—but we are not in a financial position today to subsidize the interest rates now paid by Farm Credit. They were 10.75 per cent. When we received the additional \$50 million, we had to boost that interest rate to 12 per cent. But if you look at other lending agencies, you will find that a 12 per cent interest rate, although it is high, is considerably lower than the 14 or 15 per cent that farmers would have to pay nongovernment sources for credit.

Mr. Hovdebo: Another area of increasing costs, as far as farmers are concerned, is energy and fuel costs. We sort of hoped that some of the promised relief from the federal government share of oil price increases could be used to help the farmer but this seems to have gone by the board with the new petroleum pricing structure. Have you considered any other type of relief, such as from the provincial tax rebates for farm fuel or energy costs?

Mr. Wise: I do not understand the honourable member's question to me as federal minister as it relates to provincial rebates. I suppose further rebates in the provincial area would have to be considered and indeed rendered by provincial government authorities.

Mr. Hovdebo: A certain portion of the fuel costs are going to the federal government. Is there any possibility of considering any such kind of relief, be it rebate or any other, to relieve this increase in cost to farmers? They are already getting pretty close to the line as far as making a profit is concerned.

Mr. Wise: Very definitely. I have not attended a caucus meeting, whether it be a full caucus or a rural caucus—and, indeed, we do have a number of rural caucus meetings within the government party—without my receiving all kinds of input from members of my own party on this particular subject; and I, in turn, carry those representations to my Cabinet colleagues, to the Minister of Energy Mines and Resources, and the Minister of Finance, and, indeed, the Prime Minister. There is a great deal of attention given at the moment to that subject by the government. However, I am going to have to ask the honourable member to respect my position and also respect the position of the Minister of Finance. He is bringing in a budget on December 11.

• 1010

The Chairman: Thank you, Mr. Hovdebo. Mr. Corbin.

Mr. Corbin: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, you are no doubt aware that there is a grave crisis in the potato industry in Canada. I would go as far as to say that the potato industry is sick, and it is almost deadly sick in the Maritimes. This is not a thing that has cropped up suddenly; the tendency has been there over the years. It has now been aggravated and accentuated to the point that the over-all concern is not limited to the farming community itself, but that concern is deeply felt in financial institutions who have

[Traduction]

serait en mesure de subventionner les taux d'intérêt actuellement payés par la société de crédit agricole, et il y songerait certainement, mais nous ne sommes pas dans une position financière qui nous le permet. Ce taux était de 10.75 pour cent et lorsque nous avons reçu le montant supplémentaire de 50 millions de dollars, nous avons dû le porter à 12 pour cent. Toutefois, si vous examinez ce qui se passe dans les autres entreprises de crédit, vous verrez qu'un taux d'intérêt de 12 pour cent, bien qu'il soit élevé, est considérablement inférieur au taux de 14 ou 15 pour cent que les agriculteurs auraient à payer à des prêteurs non-gouvernementaux.

M. Hovdebo: Il y a un autre domaine où les agriculteurs font face à des coûts élevés, c'est celui de l'énergie et des carburants. Nous espérons un peu pouvoir obtenir de l'aide du gouvernement fédéral, étant donné sa participation au revenu tiré des hausses du prix du pétrole, mais ce projet semble avoir été éliminé de la nouvelle structure d'établissement des prix du pétrole. Avez-vous envisagé d'accorder un autre genre d'aide, comme par exemple, des remises d'impôt provincial au titre des coûts en énergie ou en carburant?

M. Wise: Je ne comprends pas que l'honorable député me pose cette question à moi, ministre fédéral, étant donné qu'il est question de remise provinciale. Je suppose que la décision d'accorder d'autres remises dans des domaines relevant des provinces, devra être prise par les autorités provinciales.

M. Hovdebo: Une certaine partie du prix des carburants vont au gouvernement fédéral. Est-il donc possible que vous envisagiez une mesure quelconque, qu'il s'agit d'une remise ou d'autre chose, afin de neutraliser quelque peu cette augmentation des coûts pour les agriculteurs? Ces derniers ont déjà de la difficulté à atteindre le seuil de rentabilité.

M. Wise: Bien sûr. Je n'ai pas assisté à une réunion de caucus, qu'il s'agisse du caucus au complet ou du caucus comprenant les députés des régions rurales, car nous tenons un certain nombre de réunions du caucus des régions rurales sans que je sois informé de toutes les questions abordées. Une fois mis au courant, je passe les avis exprimés à mes collègues du Cabinet, au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, au Ministre des Finances, même au premier ministre. Or, le gouvernement accorde beaucoup d'attention à ce sujet en ce moment. Je me vois dans l'obligation de demander à l'honorable député de tenir compte de la situation dans laquelle je me trouve et de tenir compte de la situation dans laquelle le ministre des Finances se trouve. Il présente son budget le 11 décembre.

Le président: Merci, monsieur Hovdebo. Monsieur Corbin.

M. Corbin: Merci, monsieur le président.

Vous n'ignorez pas, monsieur le ministre, que l'industrie de la pomme de terre au Canada se trouve en état de crise très grave. Je dirais même qu'elle est malade, et même mourante dans les provinces maritimes. Cela n'est évidemment pas survenu du jour au lendemain; cela a évolué sur plusieurs années. La situation est tellement grave maintenant qu'elle n'inquiète plus seulement le secteur agricole lui-même mais également les